



«La Nuit de la science

n'est pas le lieu d'un débat public»

Patrice Mugny, conseiller administratif de la Ville de Genève, responsable du Département des affaires culturelles, s'explique sur sa décision récente de faire du rendez-vous scientifique désormais traditionnel un événement bisannuel

Votre Département a décidé que la Nuit de la science, désormais, n'aurait lieu qu'une fois tous les deux ans. Pourquoi ?

► *Patrice Mugny*: Très vite, nous nous sommes posé la question de la nécessité d'organiser cet événement toutes les années. Le personnel du Musée d'histoire des sciences est relativement restreint et cette manifestation représente pour lui une charge très importante. Par ailleurs, les mois de juin et de juillet sont déjà très chargés en matière de festivals, de concerts et autres manifestations culturelles. C'est pourquoi nous avons déjà pensé à alterner la Nuit de la science avec un autre événement tel que la Fureur de lire, par exemple. L'arrivée du débat sur le déficit budgétaire a représenté un argument de poids supplémentaire qui nous a obligés à passer à l'action afin de contribuer à l'économie des deniers publics. En transformant la Nuit de la science en un événement bisannuel, nous réalisons une économie d'environ 400 000 francs.

Pourquoi n'avez-vous pas touché à une autre manifestation ?

► La Nuit de la science rassemble plus de 30 000 personnes chaque année, ce qui est considérable. Mais cela reste tout de même beaucoup moins que la Fête de la musique, par exemple, qui draine des centaines de milliers de spectateurs à chaque édition. Et à mon avis, la première fait également moins partie du paysage genevois que les autres événements de l'été.

N'est-il pas étrange de réduire la fréquence de la Nuit de la science, alors que l'on appelle toujours plus à un dialogue entre les chercheurs et la société ?

► La Nuit de la science est un lieu de vulgarisation scientifique. On y vient pour se faire expliquer la recherche et la

science, ce que je respecte beaucoup. Mais ce n'est pas le lieu où l'on peut assister à un débat sur l'avenir de la science. Bien sûr, des discussions ont lieu dans les stands entre le public et les scientifiques, mais il ne s'agit pas d'un débat dans la durée. Un débat public nécessite un autre type d'organisation et doit se poursuivre sur une période bien plus longue qu'un seul week-end. Le problème des organismes génétiquement modifiés, par exemple, ne peut pas être traité en deux jours.

Avez-vous des idées qui permettraient de répondre à ce besoin ?

► Oui, nous réfléchissons justement à un autre projet, plus vaste. L'idée serait de rapprocher le Musée d'histoire des sciences, les Conservatoire et Jardin botaniques, le Muséum d'histoire naturelle et, pourquoi pas, le Musée d'ethnographie afin de mieux utiliser les ressources des uns et des autres. La population genevoise ignore les trésors que renferment ces institutions et la qualité de la recherche qui s'y pratique. Les Conservatoire et Jardin botaniques, par exemple, possèdent le cinquième plus grand herbier du monde. En rassemblant ainsi les forces existantes, on peut imaginer de créer les conditions favorables à un débat sur l'avenir de la science. Le Musée d'histoire des sciences pourrait se muer en Musée des sciences. Mais tout cela n'est encore qu'à l'état de réflexion au sein du Département et rien n'est tranché. En décembre ou janvier prochains, on devrait parvenir à un projet plus consistant avec une estimation du coût.

Et quel sera l'avenir du Musée d'ethnographie ?

► Nous déposerons un projet au Grand Conseil cet automne encore sur le contenu du Musée d'ethnographie. Un projet qui impliquera de trouver un nouveau contenant. Mais je ne vais pas persévérer dans cette voie à tout prix. Si je ne recueille pas une large majorité politique pour soutenir mon projet, j'abandonne.

Propos recueillis par Anton Vos